

LA RÉSIDENCE SECONDAIRE BARCELONAISE EN CERDAGNE FRANÇAISE. PARADOXES D'UN MODÈLE TRANSFRONTALIER CATALAN

Philippe Bachimon et Pierre Dério

Université d'Avignon, UMR Espace-Dev 228 IRD – Montpellier

Résumé : La résidence secondaire barcelonaise en Cerdagne française représente plus de la moitié du stock résidentiel touristique. Elle se présente majoritairement sous forme de lotissements périphériques, parfois contigus mais disjoints des noyaux villageois anciens. Ce repli sur soi s'accompagne d'un taux d'occupation extrêmement réduit. En apparence, elle reste marginalement touchée par la crise immobilière espagnole, mais les programmes immobiliers non achevés qui se multiplient sous forme de friches n'en suscitent pas moins de nombreuses interrogations. Ce décalage expliqué, l'article analyse l'impact sur le tissu social local de ce phénomène urbain et paysager de grande ampleur, dont il retient surtout les aspects paradoxaux en matière de différenciation sociale et de réinvention de frontières mentales internes là où l'on pouvait s'attendre à une dynamique identitaire plus fusionnelle.

Most-Clés : transfrontalier, résidence secondaire, Cerdagne, Catalogne, identité, crise immobilière.

Resumen: Las residencias secundarias de barceloneses en la Cerdaña francesa superan la mitad del stock residencial turístico. Estas residencias se presentan mayoritariamente en forma de urbanizaciones separadas de los núcleos de población preexistentes. Este aislamiento se acompaña de una tasa de ocupación extremadamente reducida. En apariencia, el fenómeno está siendo afectado de forma marginal por la crisis inmobiliaria española, lo que no deja de suscitar interrogantes mientras que las promociones inmobiliarias inacabadas se multiplican en el entorno en forma de baldíos. Una vez explicado este desajuste, trataremos el impacto sobre el

tejido social local de este fenómeno urbano y paisajístico de gran amplitud, con especial atención a sus aspectos paradójicos en materia de diferenciación cultural y de reinención de fronteras mentales internas, allí donde podía esperarse una dinámica de fusión cultural.

Palabras clave: residencia secundaria, border, Cerdanya, Cataluña, identidad, crisis Inmobiliaria.

La résidence secondaire barcelonaise a franchi la frontière française en Cerdagne il y a désormais vingt-cinq ans à la suite de l'entrée de l'Espagne dans l'Union Européenne. Cette frontière historique, qui remonte au Traité de Pyrénées (1659)¹ et partage la Cerdagne en deux parties d'ampleur équivalente, au plan géographique comme au plan démographique, était restée largement fermée tout au long de la période franquiste : la « *rattle* », comme l'appellent les Cerdans, semblait alors scinder en deux, en dépit d'enjeux communs (gestion des eaux du Sègre, activités pastorales...), une même aire culturelle et linguistique (Mancebo, 1999 ; Salhins, 1986). Mais avec la création de la zone euro en 1999 et la mise en circulation de la monnaie unique en 2002, l'extension des résidences secondaires « barcelonaises », déjà bien présentes autour de Puigcerda, a pris une ampleur considérable du côté français, devenant majoritaire, jusqu'au net ralentissement lié à la crise de 2008 et aux formes de déprises (programmes immobiliers restés inachevés) qu'elle engendre : compte tenu de la relative brièveté de l'intervalle temporel dans lequel ce phénomène s'est déployé –moins de dix ans pour la phase principale–, et de la netteté de l'empreinte qu'il a laissée dans le paysage, il est pas abusif de parler à son endroit d'une véritable « explosion » (Vlès, 2011).

En imposant le modèle du lotissement uniforme (pierres de schiste apparentes, boiserie vernies, parties communes paysagées (pelouses arborées, piscines...) à l'entretien méticuleux là où il n'y avait qu'un résidentiel secondaire pavillonnaire peu dense sans style dominant, ce phénomène a en effet bouleversé le paysage cerdan. Le faible taux d'occupation de ces *adosados* (inférieur à 3 semaines par an (Bachimon & alii, 2009) a aussi créé des espaces urbanisés dont la vacuité tranche par rapport aux centres villageois parfois restaurés et même aux zones pavillonnaires « françaises » au décor moins policé.

Cet état des lieux urbanistique, que nous tâcherons d'affiner dans la première partie de cet article, amène à se poser la question de l'intégration de cette population « catalane » néo-résidente secondaire dans un milieu socio-culturel dont elle paraît *a priori* proche. L'analyse des modes relationnels entre les différents groupes, qui fait l'objet de la seconde partie, débouche pourtant sur le constat d'une ignorance réciproque, qui a

1. Son tracé exact a toutefois été précisé en 1868 par le Traité de Bayonne.

effacé cette proxémie rêvée. Une troisième et dernière partie tentera alors de comprendre les raisons de cette inversion paradoxale, qui a substitué une double logique de l'entre-soi – celle des résidents secondaires rencontrant celle des résidents permanents – à la logique de l'intégration socio-spatiale.

1. L'asymétrie transfrontalière. État des Lieux

Ce phénomène immobilier qualifié localement de « catalan » a procédé par extension à partir des localités espagnoles de Bellver et Alp et surtout de l'enclave de Llivia pour atteindre une profondeur de 10 km à l'intérieur de la Cerdagne Française, voire au-delà par quelques avant-postes en Capcir (Les Angles) et en Conflent (Planès et Saint-Pierre-dels-Forcats). Marqué notamment par une signalétique de commercialisation des programmes immobiliers « En Venda... Se Vende » en catalan, il pourrait être interprété comme une sorte de transgression fonctionnelle de la *Generalitat* au-delà de la frontière étatique officielle, d'autant plus que le Catalan, qui reste parlé en Cerdagne française, s'avère ici proche de celui de la Région Autonome, ce qui a facilité l'intercession des professionnels de l'immobilier et le déroulé des programmes immobiliers transfrontaliers menés bien souvent par des entreprises barcelonaises. Le phénomène a ici profité d'une offre foncière importante côté français, où le désir de vendre de nombreux propriétaires, souvent issus du monde agricole, a été favorisé au cours des années 2000 par la révision à la hausse des zones constructibles inscrites dans les documents d'urbanisme, dans le cadre d'interminables procédures de révision.

Commune	Nombre total de logements (1999)	% RII (1999)	Nbr total logements (2004,2005, 2006 & 2007)	%RII 2004,2005, 2006 et 2007
Angoustrine-Villeneuve-des-Escaldes	386	32,6	-	-
Bourg-Madame	841	37,2	905	37 (2004)
Dorres	189	51,9	236	62,7 (2007)
Egat	343	42	365	43 (2004)
Enveitg	569	45	673	52,7 (2007)
Err	509	61,7	661	55,8 (2006)
Estavar	487	63,7	701	68,7 (2005)
Eyne	464	76,9	518	85,1 (2004)
Font Romeu Odeillo Via	4483	77,7	4693	77,4 (2005)
Latour de Carol	376	47,3	426	50,2 (2006)
Llo	176	60,2	182	61,5 (2006)
Nahuja	60	60	103	70,1 (2005)
Osseja	969	32,1	-	-
Palau de Cerdagne	336	47	419	53,2 (2004)
Porta	197	69	-	-
Porté-Puymorens	353	75,9	353	81,3 (2005)
Saillagouse	817	54	967	56 (2005)
Sainte Léocadie	317	80,8	-	-
Targassonne	164	52,4	225	61 (2004)
Ur	244	46,3	-	-
Valcebollère	61	59	64	69 (2005)
Total	12341	55,8	11491	61,5

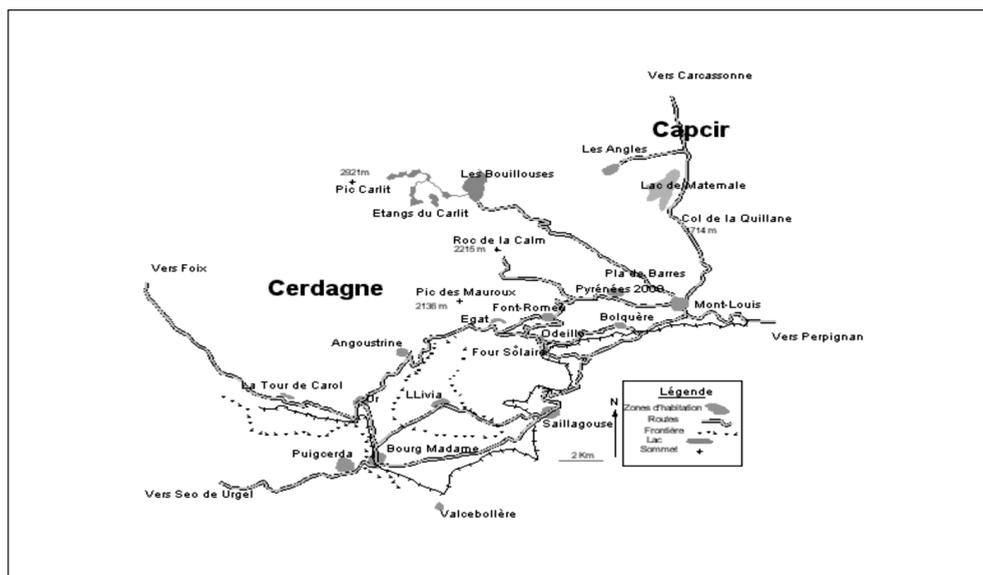
Document 1. Tableau de la résidentialité secondaire en Cerdagne française (Marc, 2009).

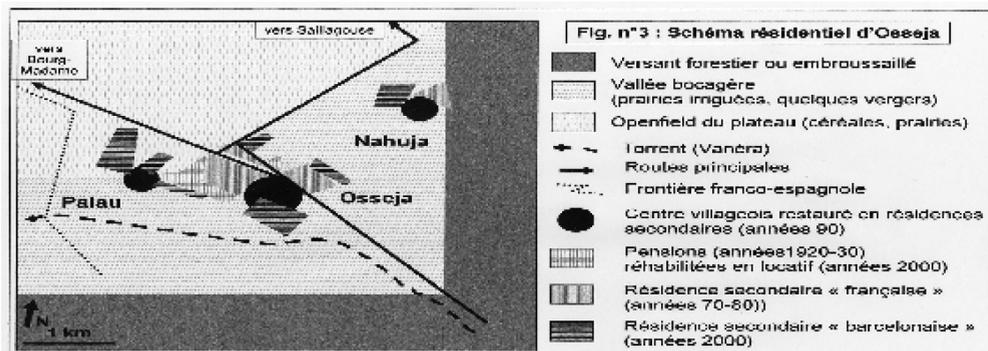
Difficile pourtant de discerner, une fois le projet immobilier achevé et vendu à une clientèle résidentielle secondaire, elle aussi barcelonaise, une quelconque forme d'intégration dans la société locale des nouveaux venus, la règle de l'entre-soi imprégnant fortement la vie des lotissements. Compte-tenu de leur absentéisme et de leur train de vie apparent, les Barcelonais après avoir été considérés par la société montagnarde comme une opportunité de plus-value foncière, ont ensuite été regardés sous l'angle de leurs différences. L'ampleur du phénomène a même pu donner lieu à des comportements de rejet, voire des formes de résistance (au moins dans les discours) du genre : « Je ne vendrai jamais à un Espagnol mon terrain » (entendu dans le milieu des propriétaires fonciers ayant déjà vendu du terrain... à un Barcelonais), ou encore, de la part des élus de communes où les lotissements catalans sont déjà nombreux : « Ce nouveau lotissement sera réservé aux habitants du village », alors que c'est tout le contraire qui va se passer et qu'il reste difficile pour les « enfants du pays (sic) » de trouver un terrain à bâtir à un prix correspondant à leurs revenus. Dans le même temps, la revendication catalaniste qui s'exprimait par des tags muraux le long de la RN 116 (le nom des communes était en particulier systématiquement réécrit en catalan sur les panneaux, tandis que les inscriptions « Catalunya », voire « Catalunya lliure » fleurissaient sur les murs) apparaît en très nette régression depuis le début des années 2000. Il est vrai que la pratique officialisée de l'inscription de la toponymie dans les deux langues (français et catalan) s'est généralisée (panneau d'entrée et sortie d'agglomération de droite en Français et de gauche en catalan) à l'initiative des communes et du Conseil Général des Pyrénées Orientales².

Décrypter la traduction en termes de pratiques sociales d'un phénomène trans-frontalier qui est d'ailleurs plus immobilier que proprement résidentiel étant donné le faible taux d'occupation des logements, suppose de revenir sur la temporalité déjà évoquée. Selon toutes les apparences, la période d'expansion s'est traduite par une atténuation de la césure frontalière, même si elle reste matérialisée dans le paysage par des « Bornes » numérotées (la « 504 »...), des postes de douane en partie désaffectés (ils ne sont guère réactivés côté espagnol que par de spectaculaires barrages « antiterroristes » périodiques tandis que côté français ils sont « délocalisés » sous la forme d'une douane volante surveillant les achats faits en Andorre). Pourtant, de nouvelles frontières intérieures (et culturellement intériorisées) se sont dessinées en Cerdagne française, dont les « entrées » closes des lotissements, rarement franchies par les habitants permanents du cru, sont l'expression la plus immédiate. Ces ghettos de riches absentéistes traduisent ainsi la mobilité de la frontière et surtout sa fragmentation, sur le principe archipélagique de la multiplication des enclaves. De toute évidence, le phénomène a plu-

2. Certains villages de Cerdagne ont adopté aussi le terme de carrer (ou calle) pour désigner telle ou telle rue. On commence aussi à voir des panneaux d'information dans les deux langues sur les sites touristiques. Mais cette dernière pratique prend en compte la clientèle touristique barcelonaise au sens large plutôt que les résidents catalans en France.

tôt joué *a contrario* de l'affirmation d'un sentiment d'appartenance commune à l'identité catalane. Le recours aux qualificatifs « Barcelonais » ou « Espagnol » apparaît ainsi comme un moyen de ne pas prendre en compte la communauté d'appartenance à l'aire culturelle catalane avec ces néo-résidents secondaires, qui sont avant tout perçus comme des citadins fortunés : cette forme de mise à distance n'est en définitive pas si différente de celle observée en Luberon (Provence), par exemple, vis à vis des « Parisiens » venus acheter à prix d'or terrains ou vieilles bâtisses à restaurer (Marié et alii, 1978). Certes, les locaux soulignent souvent la qualité du résidentiel « espagnol » et y voient un respect de la tradition, alors que paradoxalement cette architecture s'avère être une réinvention plutôt *kitsch* du bâti pyrénéen, qui n'est d'ailleurs pas propre à la Cerdagne : un peu plus à l'ouest, le Val d'Aran, par exemple, a connu des transformations de même nature (Roigé y Ventura, 2006). Mais le réflexe défensif semble l'emporter, engendrant l'affirmation d'une « autochtonie » cerdane française dont l'articulation avec l'identité catalane n'est pas sans poser quelques questions. Ce paradoxe identitaire se traduit aujourd'hui, en période de repli de l'investissement catalan, par des figures de réinvoque de la césure frontalière, et de rappel de ses fondements historiques. Rien de nouveau, si l'on s'en réfère à l'étude sur le long terme de Sahlin (1996) qui souligne la périodicité de ce genre de retournements.





Document 3. Lotissements résidentiels à Osseja-Palau-Estavar (Bachimon, 2009).

2. Modalités d'une présence absence

L'absentéisme s'avère être la principale forme d'« occupation » du résidentiel. Le présentiel des propriétaires catalans est en moyenne de 18 jours par an (Bachimon & alii, 2009). S'y ajoute une fréquentation des amis et de la famille qui aurait pu accroître l'occupation des résidences secondaires d'une à deux semaines chaque année... à ceci près que tous s'y retrouvent de fait à la même période, soit autour de Noël et de la fête des Rois, et durant la dernière quinzaine d'août, en cohabitation familiale et amicale. C'est cette convivialité épisodique qui confère au paysage ses modes de fonctionnement en alternance, les longues phases de vacuité étant sporadiquement entrecoupées (2 à 3 fois l'an) d'un passage en mode « surbooking » qui anime les rues du lotissement de cris d'enfants, d'engins motorisés divers... Cette phase d'activité se traduit aussi, en dehors des lotissements, par des queues en grande surface, aux remontées mécaniques... et par des embouteillages de plusieurs kilomètres à l'ouverture ou la fermeture des pistes dans la traversée de Bourg Madame (la ville frontière française) où se croisent la RN 20 (flux des stations andorranes) et la RN 116 (flux des stations de Cerdagne et Capcir), vers laquelle convergent aussi bien les transfrontaliers à la journée (venus fréquenter les stations de ski côté français) que ceux qui ont leur résidence secondaire dans l'enclave espagnole de Lllivia et en Basse Cerdagne française. Ces courtes phases hyperactives étant précédées et suivies de longues périodes d'assoupissement de la Cerdagne des deux côtés de la frontière, les lotissements ne fonctionnant plus alors que comme un décor inanimé.

On aurait pu penser que la crise économique, particulièrement dure en Espagne et en Catalogne (25% de taux de chômage en 2013, 50% des jeunes sans emploi, saisies immobilières de 700.000 logements (OCDE, 2013, 55) aurait altéré le fonctionnement décousu et intermittent de cette ressource résidentielle (Davezies, 2008). Pourtant, si la crise immobilière est apparente dans les délaissés qu'ont laissé derrière eux des pro-

jets inachevés, peu de reventes sont « affichées » au delà d'un turnover propre à la résidence de loisirs. Cela pourrait traduire un aspect distinctif du phénomène de ce côté de la frontière, témoignant du fait que ce sont les plus riches qui ont investi du côté français³. La Cerdagne française fonctionne – encore et toujours – comme un paradis fiscal pour les Catalans espagnols. Le profil type de l'acheteur du boom immobilier s'avèrait être celui d'un cadre supérieur (médecin, avocat, banquier, homme d'affaires...) qui investissait en France une partie de ses revenus, celle qui était invisible, pour la soustraire au fisc espagnol. Cela fut notamment attesté dès l'apparition du phénomène, quand les vendeurs et intermédiaires (notaires, agents immobiliers, propriétaires...) observèrent que les paiements s'effectuaient presque toujours en liquide ; « *avec des liasses de billets de 500 €* », selon la formule la plus couramment employée par des habitants de Cerdagne Française alors admiratifs d'une telle prodigalité, laquelle s'accompagnait de si peu de marchandage que cela eut d'ailleurs un effet inflationniste sur les prix. Aussi la Cerdagne française fonctionna-t-elle, et continue-t-elle partiellement de fonctionner, comme un asile accueillant pour le blanchiment de l'économie souterraine espagnole, qui semble florissante⁴. Cela n'a été remis en cause que très récemment avec l'obligation faite aux ressortissants espagnols de déclarer les investissements réalisés à l'étranger⁵. Mais tant que l'échange de données fiscales entre la France et l'Espagne restera parcellaire, le péril n'est pas tel qu'il conduise les propriétaires en question à se séparer d'un investissement qui, si proche de la frontière (il est visible à l'œil nu à partir de l'Espagne bien souvent), pourrait s'apparenter à une provocation. Ce n'est pas là la moindre des contradictions françaises que d'être un pays qui s'affiche à la pointe du combat contre les paradis fiscaux, et oublie qu'il en est un aussi (Bachimon, 2012). Il y a donc un paradoxe cerdan français, celui d'un micro climat d'abri fiscal dans un marché immobilier de loisirs par ailleurs neutralisé par la crise. Aussi les grues qui rouillent sur des chantiers en friche de lotissements d'*adosados* et de collectif voisinent-elles avec celles des chantiers plus individualisés de villas plus luxueuses (chalets nordiques par exemple dans les stations). Il faudrait pouvoir mesurer l'impact de la crise bancaire espagnole sur les familles ayant du cash. Pour elles, et même si elles ne viennent toujours que rarement, l'investissement immobilier, après avoir été spéculatif, est devenu protectionniste ; il constitue un moyen – parmi d'autres – de se protéger d'une éventuelle évolution de la crise bancaire espagnole vers un scénario à la Chypriote, et s'accompagne d'un placement dans des banques françaises (le Crédit Agricole par exemple) réputées plus solides. Ainsi n'assiste-t-on pas à la marchandisation touristique des dites résidences. Leur transformation en lits marchands est rare, même le prêt gracieux fi-

3. Le système espagnol d'obligation de remboursement de la dette est très contraignant et empêche de se libérer par la cession d'un bien. Un recours de la société civile espagnole auprès de la CE est en cours à ce propos.

4. L'économie informelle en Espagne équivaldrait à une sous évaluation de 20 à 30% du PIB (Morelle, 2013).

5. Au 01 01 13 il était demandé aux contribuables Espagnols de régulariser leur déclaration. Reste que beaucoup d'investissements ont été fait par l'intermédiaire de « prête-noms » (en particulier ceux sous forme de SCI). Ref: <http://www.diariojuridico.com/especiales-2/bacienda-aprieta-las-tuercas-tras-la-ammistia-fiscal-la-declaracion-de-bienes-en-el-extranjero.html>

nalement reste marginal (si l'on se fie toujours à l'observation minutieuse des volets clos). En définitive, la seule ressource territoriale durable qui semble pouvoir être associée au phénomène découle de la vacuité même des logements, parce qu'elle induit des dépenses en matière d'entretien de la copropriété (paysagiste, gardien.. voire parfois pisciniste) soit environ 200 à 300 €/par mois de charges hors du chauffage pour le maintien hors gel. Mais c'est aussi l'enclosure sécurisée (*gated residences*) qui désormais renforce l'hermétisme des lieux et les soustrait de plus en plus au passage des promeneurs. Toutes les entreprises qui interviennent sont « espagnoles » et travaillent parfois totalement ou partiellement sans facturation. Cette économie dite « invisible » l'est pourtant bien lorsqu'elle représente la seule « activité » pérenne dans ces vastes *waste lands* d'autant mieux entretenus qu'ils sont inoccupés. Ce que nous venons de décrire apparaît comme un système spatial de grande ampleur, dont la partie visible esthétique renvoie à un soubassement économique moins visible. C'est cet aspect qui permet de comprendre à quel point il s'avère particulièrement « isolationniste », et qu'il puisse être interprété (et sur-interprété) localement par un système représentationnel « négatif » plus stable sans doute que l'objet qu'il informe (Abric, 2001).

3. Un système représentationnel transfrontalier basé sur l'incommunicabilité

Là où l'on aurait pu s'attendre à une « fraternisation » identitaire et à une fusion culturelle, c'est une modalité forte de l'incommunicabilité qui semble s'être imposée au cours de l'aventure immobilière transfrontalière précédemment décrite.



Document 4. Lotissements d'Adosados en Cerdagne française (Bachimon, 2012).

L'idéal d'une catalanité transfrontalière, voire d'une réunification pour les nationalistes les plus impliqués (ceux qui préconisent l'édification de la Grande Catalogne) –ce ne sont pas *a priori* les acteurs que nous venons de décrire–, s'est ainsi vue expéri-

mentée dans ce contexte de manière équivoque⁶. L'entrée dans le territoire cerdan par l'appropriation, facilitée par le différentiel de revenu côté *Generalitat* et le morcellement du foncier côté français, a été perçue positif, après une courte phase d'émerveillement, comme une forme d'impérialisme, certes non programmatique, mais qui semble avoir du mal à être supportée. Ainsi, dans l'espace public « francophone », le terme d'« Espagnol » finit par s'appliquer localement aux « Catalans » en général, sans distinction désormais entre les Barcelonais et les autres « Cerdans » de Pugicerda et de sa région, avec lesquels on partageait depuis toujours un quotidien qui va de l'intimité des alliances nuptiales et donc familiales (Sahlins, 1996) à la vie quotidienne dans l'espace public⁷.

Aussi cette percée résidentielle, avant tout spéculative et aux effets induits déjà identifiés, mérite-t-elle cependant d'être évaluée à l'aune du nationalisme catalan. Celui-ci portant en priorité sur l'affirmation de la langue, quel en aura été l'effet local ? Autrement dit, l'arrivée de néorésidents barcelonais aura-t-elle eu un impact sur l'usage du catalan ? On a constaté, après enquêtes réalisées auprès de commerçants de proximité, que les Barcelonais arrivés en dernier (au maximum de la bulle spéculative) utilisent de moins en moins le français dans leurs échanges banaux hors lotissement, chez le marchand de journaux et le boulanger par exemple, et préfèrent s'exprimer en première accroche en catalan. Ce qui contraste avec les plus anciennement implantés qui continuent très souvent à utiliser le français comme langue de socialisation, ne serait-ce que pour se distinguer de ces « nouveaux riches ». Aussi les dits Français font-ils la distinction entre les anciens et les nouveaux sur ce critère de l'usage du français dans leur communication locale, alors que l'on utilise quelques mots d'introduction en catalan, ainsi le *Bon Dia*, quand ce n'est pas le *Hello...* remplacent ou précèdent le « Bonjour » en randonnée (ce qui pourrait faire croire que le tissu réceptif local est locuteur courant alors que bien souvent il s'adapte à la marge). Tout cela alimente un malentendu, tout à fait « pacifique » d'ailleurs, reposant sur une incompréhension. D'abord et avant tout parce qu'en Cerdagne française le catalan n'est plus la langue première de la sociabilité quotidienne. Elle ne le reste bien souvent que dans l'intimité familiale et tout particulièrement dans celle des couples transfrontaliers. On peut certes le regretter (car le Catalan était dominant si l'on remonte 50 ans en arrière et son usage participait à entretenir une distinction culturelle par rapport aux « Français »), mais si cela résulte fondamentalement de l'intégration républicaine – école en particulier, mais aussi les guerres

6. La *Generalitat* dans sa volonté d'émancipation de Madrid en renforçant peu à peu à son autonomie a pu interpréter le cadre européen de Schengen de disparition des frontières comme une opportunité de « reconquête » de la « Catalogne historique », cette « Grande Catalogne » qui apparaît sur quelques cartes (nous n'en avons pas vu dans les visites des intérieurs des néo-résidents secondaires peu prosélytes en définitive) et dans des discours nationalistes (pas de trace *in situ* non plus).

7. Si en Cerdagne française l'arrivée de la population exogène a accompagné le développement des stations de ski, côté espagnol c'est le boom immobilier qui l'a induite. Elle est donc plus récente mais toute aussi forte, même si elle semble moins durable. Ceci étant à mettre en rapport avec la perception grandissante et réciproque de l'altérité. (Voir aussi Tabales & Mazo, 2011).

mondiales dont témoignent les monuments aux morts (Habermas, 1998 ; Bernardo et Rieu, 1973 ; Bernardo, 1977)– ce sont en définitive les arrivées de migrants (ceux issus du climatisme, les retraités héliotropes, les fonctionnaires, les actifs qualifiés du secteur touristique..) qui ont donné son essor actuel à l’usage du Français. Aussi cette population qui n’est plus homogène (plus de la moitié de la population cerdane résidente principale côté français n’y est pas née) est-elle plus éloignée de la « catalanité » que ne le croit le primo-arrivant barcelonais qui pense se retrouver dans une proxémie linguistique et culturelle et qui découvre, à supposer qu’il en ait la curiosité et le temps, une altérité (ce qu’apprécie d’ailleurs en terme de dépaysement les « anciens »)⁸. Une fois que le résident temporaire n’a plus affaire au propriétaire terrien vendeur (qui lui a parlé en catalan pour traiter affaires), au professionnel de l’immobilier (notaire et agence qui parfois ont (ré)appris le catalan pour le négoce) et au boutiquier (marchand de journaux, boulanger... qui utilisent un lexique terminologique stéréotypique) la césure apparaît au grand jour au point que, confrontés à la difficulté de communiquer, certains s’adressent en anglais à leurs interlocuteurs français (à la billetterie des stations de ski ou sur les chemins de randonnée par exemple). Aussi, lorsque l’on est Barcelonais résident très temporaire on s’attache en définitive à habiter au plus prêt de la frontière (et si possible avec vue sur l’Espagne) ce qui permet de continuer à vivre comme en Espagne tout en étant en France. On va y faire ses achats et l’on va y manger au restaurant (ne serait-ce qu’à cause d’un rythme horaire spécifique, avec des heures d’ouverture plus conformes aux habitudes que celles côté français, plus « nordiques »)... ou encore au golf (il y en a trois en Espagne et aucun en France). Et l’on va voir ses amis et sa famille, dans leurs éventuelles résidences secondaires à Alp ou Puigcerdà, en Cerdagne « espagnole » où s’exerce l’essentiel de la sociabilité de villégiature.

Ce phénomène, qui ne peut être dissocié de l’enclosure décrite précédemment, a finalement renforcé la césure culturelle. Ainsi les « Français » (donc les Cerdans de ce côté de la frontière) se plaignent-ils de l’arrogance des « Barcelonais ». Ces derniers appartenant à une classe aisée (qui n’est pas représentée dans ces montagnes austères et qui étaient encore pauvres il y a moins d’une génération), ils sont considérés comme des « m’as-tu-vu » qui ne se déplacent qu’en 4x4 luxueux, grosses berlines allemandes haut de gamme, ou pire en *quad* sur les pistes de montagne, jusque vers l’étage des estives. Un sentiment d’envahissement –paradoxal au regard de l’absentéisme des envahisseurs !– conduit à des formes de rejet... et bizarrement par le biais de la langue, ce vecteur premier de l’identité. Ainsi peut-on assister à des situations inverses de celles que l’on notait il y a 30 ans dans les boutiques des villages : alors que, l’on s’y mettait à parler catalan quand arrivait un « Parisien », désormais on peut se mettre à parler en Français pour

8. Certains résidents secondaires barcelonais ont des liens familiaux en Cerdagne française. Les migrations de travail, et de conflit (en particulier celles découlant de la Première Guerre Mondiale (Riquel, 2009) et de la *Retirada*), étant venues s’ajouter au phénomène des parentés transfrontalières caractéristiques de la Cerdagne. Elles sont à la l’origine de ces liens parfois distendus mais réactivés pour l’occasion.

ne pas être compris d'un « Espagnol » qui y entre... même si l'on parlait en Catalan juste avant son arrivée. Face à l'entre soi catalan des néo-résidents venus de la *Generalitat* se définit de manière symétrique un entre soi « autochtone ». Et apparent paradoxe, en Cerdagne française on n'aura jamais été aussi francophile que depuis l'arrivée des néo-résidents absentéistes barcelonais.



Document 5. Friche immobilière à Osseja/Oceja (Pyrénées orientales) (Bachimon, 2012).

On pourrait rétorquer qu'il se construit à l'inverse des représentations croisées. Ainsi les fêtes traditionnelles de fin de l'été (celle du pain ou encore la « xocolata (chocolatade) » à Palau, la descente de la Vierge Noire à Odeillo, le pèlerinage de la San Barnabeu à Vallcebollère... et surtout les Sardanes qui se dansent à la fraiche sur les places des villages) attirent-elles les « Espagnols » dans la mesure où elles coïncident avec leur courte période de séjour estival. Il y a bien là un sentiment et une expression d'appartenance des Barcelonais qui contribue à une folklorisation des festivités (le calendrier des fêtes se calque désormais sur ce présentiel), et qui ne lève pas l'ambiguïté communautariste des ghettos de riches. Ainsi la participation traditionnelle et la gratuité sont parfois remplacées par le ticket d'entrée et la contribution payante pour éviter les « abus », mais en fait tout simplement parce que l'on ne connaît pas ces nouveaux résidents.

L'émergence d'une gestion transfrontalière des ressources n'apparaît pas non plus comme une modalité évidente, dont la prise en compte des besoins d'une population étrangère ayant investi en France aurait renforcé l'opportunité. Même si l'hôpital transfrontalier de Puigcerda (Keerle et Séchet, 2010), après diverses péripéties, se trouve sur

le point d'ouvrir ses portes en 2014, les projets communs sont peu nombreux, et n'aboutissent pas toujours : après l'échec au cours des années 1990 d'une initiative transfrontalière de valorisation du patrimoine (*Museus de Cerdagne*, Mancebo, 1999) il n'a pas été possible non plus de mettre en place un parc naturel s'étendant simultanément sur la Cerdagne française et la Cerdagne Espagnole (Bachimon, Dérioz, Vlès, 2013)⁹. Le projet de la station de « Porte-Envalira » sise entre la France et l'Andorre n'a pas davantage vu le jour. A vrai dire des choses plus simples ne débouchent pas sur une entente affichée, comme en témoigne par exemple l'absence de politique tarifaire commune entre les stations espagnoles et françaises. C'est d'autant plus paradoxal que les petites stations françaises (Puigmal, Eyne, Saint-Pierre-dels-Forcats... et Porté justement !) sont menacées de fermeture à la fin de chaque saison, éventualité dont l'impact sur la résidence touristique en station serait considérable en matière de baisse de la valeur des biens¹⁰. N'évoquons enfin la gestion de l'eau que pour montrer à quel point, en dépit de la signature d'un Contrat de rivière transfrontalier en 2008 concernant le Sègre (Maury, Richard, 2011), il n'y a guère de prise en compte de cette question résidentielle : Alors que la question de la neige de culture soulève celle de la ressource en eau, le fait que la résidence barcelonaise soit forte consommatrice d'eau (piscines des lotissements et arrosage estival d'espaces verts) n'est pas un sujet polémique, alors même que la Cerdagne, aux sources du Sègre, se place à l'amont du bassin versant de l'Ebre, c'est à dire du principal approvisionnement en eau de la Catalogne... et alors que la *Generalitat* connaît des difficultés récurrentes en la matière. Les éleveurs cerdains, dont les modes d'irrigation de leurs prairies de fauche peu économes de la ressource commencent à être pointés du doigt par l'administration française, ne se font pas faute non plus de rappeler les gaspillages des zones résidentielles investies par les « Barcelonais »...

Conclusion

Le cas de la Cerdagne Française qui vient d'être analysé pourrait apparaître comme unique, ne serait-ce qu'en raison de l'ampleur du phénomène résidentiel catalan. Mais sans doute est-il nécessaire de le recontextualiser historiquement et géographiquement pour s'en convaincre. D'abord, de bien des points de vue il peut être lu comme une inversion du précédent rapport résidentiel entre la France et l'Espagne, où ce fut la résidence secondaire française qui « envahissait » le littoral espagnol (et ce durant 40 ans, des années 50 à la fin des années 80) et en tout premier lieu la Costa Brava ! Ce rési-

9. Il y a donc deux parcs, un de chaque côté de la frontière, le Parc naturel régional des Pyrénées Catalanes côté Français (labellisé en 2004, il intègre aussi le Capcir et une partie importante du Conflent), et le Parc Natural del Cadí-Moixeró côté espagnol, qui remonte à 1983.

10. On peut en voir quelques anticipations à Eyne et Sainte-Léocadie dans l'inachèvement de trois grands chantiers (Vlès, 2012).

dentiel a aujourd'hui glissé plus au Sud et on en retrouve désormais le front pionnier au sud de l'Atlas marocain. Alors que c'est inversement le fait d'être « adossé » à la frontière qui caractérise le résidentiel barcelonais en Cerdagne, quand partout ailleurs la distance entre résidence principale et résidence temporaire n'a cessé de s'accroître. Certes le résident secondaire barcelonais a bien franchi la dite frontière mais sans se couper de sa matrice socio-culturelle. Il loge en France mais il vit en Espagne... même abonnement téléphonique mobile (l'aire de recouvrement du réseau calque celui du résidentiel), mêmes soirées passées en ville à Puigcerda (car côté français « tout est fermé dès 19h ! »), recours aux mêmes entreprises « espagnoles » de services... Si l'on retrouve sur le versant français des Pyrénées d'autres phénomènes comparables, ils ne sont que ponctuels (lotissements isolés à Ax les Termes, dans la vallée d'Ossau...), sans doute en partie parce qu'ailleurs des crêtes et des cols (avec ou sans tunnel) introduisent des discontinuités majeures. Aussi, ce glissement résidentiel de la Catalogne vers le Nord ne semble s'être fait que grâce à la nouvelle perméabilité d'une frontière qui n'induit plus aucune rupture, ceci expliquant sans doute la coupure qui en résulte avec le milieu d'accueil. Aussi apparaît-il difficile d'envisager de comparer la Cerdagne française avec d'autres régions françaises accueillant un résidentiel secondaire étranger. Car, que ce soit dans nos études précédentes du phénomène sur le Luberon (Bachimon, 2008 a & b) ou dans l'exemple des Anglais dans l'Ouest de la France (CERAMAC, 2008), voire dans celui des Russes sur la Côte d'Azur, la coupure spatiale est suffisamment substantielle pour que ceux qui sont venus d'Europe du Nord, provenance qui induit des distances dépassant le millier de kilomètres, soient temporairement dissociés de leur patrie d'origine, avec ce que cela implique dans les modes de fréquentation. Seuls peut-être le cas des Italiens implantés sur la Côte d'Azur (autour de Monaco par exemple) et celui des Allemands en Alsace (Eder Sandtner et Sandtner, 2002) pourraient présenter des situations comparables d'attachement grégaire à la zone frontalière, quoique les contextes économiques y apparaissent nettement plus complexes qu'en Cerdagne, et que l'on y observe une part non négligeable de résidences principales dans les achats effectués par les étrangers au-delà de leur frontière.

Dans le cas cerdan, il faut insister sur le malentendu né de la proxémie spatiale nouvelle entre deux populations linguistiquement contiguës et socialement éloignées. Cela s'est traduit par l'invention d'une césure identitaire entre l'affirmation d'une identité nationale française par opposition à ces « Autres » que sont « les Espagnols »... terme qui pourrait apparaître quasi désobligeant d'un point de vue nationaliste catalan. L'altérité de ces arrivants qui vivent entre eux, ont leurs horaires, leurs propres réseaux mobiles réputés couvrir les réseaux français,... s'entourent d'un halo sonore tardif... crée un archipel d'isolats (autant qu'il y a de lotissements) jugé intrusif qui n'induit que peu de retombées économiques, et certes pas de réelle territorialisation. L'arrêt brutal de l'expansion résidentielle n'a pas donné de friches pour ce qui était déjà habité (les lotissements sont toujours bien entretenus) mais seulement pour ce qui n'était pas achevé, en particulier dans les stations menacées de fermeture. Des friches « espagnoles » en quelque sorte, dont la requalification pour de nouveaux usages n'est pas encore abor-

dée, alors que certains lotissements, à Palau-de-Cerdagne, Osseja, Nahuja, Err ou Bourg-Madame, voient arriver des « Français » qui rachètent les habitations revendues meilleur marché qu'elles ont été achetées et pour le coup inaugurent un début de mixité.

Bibliographie

- Bachimon Ph. & Dérioz P. (2010) "Tourisme afinitaire. Entre revitalisation et dénaturisation des territoires", in *Téoros*, vol 29, n° 1, pp. 8 à 16.
- Bachimon Ph. (2008a) « Shared imaginaries Tourism and identity », in *Anales del Primer Congreso de Investigadores en Turismo*, J. Zamora et P. Szmulewicz (dir.), Talca, Edición Utalca-UAU CH, coll. « Cidetur y Societur », pp. 22-27.
- Bachimon Ph. (2008b) « Foreign multiresidents in the Luberon region : distinction, assimilation », in *Les étrangers dans les campagnes*, Actes du colloque franco-britannique de géographie rurale, J.-P. Diry (dir.), mai 2006, Vichy, CERAMAC 25, pp. 37-52.
- Bachimon Ph., Dérioz P. & Vlès V. (2012) « Développement touristique et mise en patrimoine de la montagne. L'exemple de la Cerdagne », sous la dir. De V. Peyrache-Gaudeau, in *Edytem*, Univ de Savoie.
- Bachimon Ph., Dérioz P. et Marc M. (2009) « Quel équilibre pour le paysage des Pyrénées catalanes françaises (Cerdagne, Capcir), entre urbanisation touristique, mutation des stations de sports d'hiver et protection de la Haute Montagne ? », in *RGA* N° 2009-4.
- Bernardo D.J., Rieu B. (1973) « Conflit linguistique et revendications culturelles en Catalogne-Nord », *Les Temps Modernes*, n° 324-6, août-septembre, pp. 302-332.
- Bernardo D.J. (1977) « Langue, société et espace en Catalogne-Nord », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, Tome 48, fasc. 2, Toulouse, pp. 153-170.
- CERAMAC (2008) *Les étrangers dans les campagnes, Actes du colloque franco-britannique de géographie rurale, Vichy – 18-19 mai 2006*, 643, PUBP.
- Davezies L. (2008) *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Paris, Le Seuil.
- Eder Sandtner S., Sandtner M. (2002) « Une identité régionale transfrontalière ? La Regio TriRhena dans la prise de conscience de la population », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 42 / 1-2 | 2002, mis en ligne le 03 janvier 2011, consulté le 17 novembre 2013. URL : <http://rge.revues.org/2754>
- Habermas J. (1998) *L'intégration républicaine : Essais de théorie politique*, 386 p., Fayard.
- Mancebo F. (1999) « Museus de Cerdanya : instrumentalisation d'une initiative transfrontalière de valorisation du patrimoine, Sud-Ouest Européen ». *Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, n° 5, pp. 75-82.
- Mancebo F. (1999) *La Cerdagne et ses frontières : conflits et identités transfrontalières*, Perpignan Editions Llibres del Trabucaire, 211 p.
- Mancebo F. (2000) « En Cerdagne, des clivages qui relie, des unions qui divisent : réorganisations spatiales et actions transfrontalières en Cerdagne après l'ouverture des frontières », in *Revue de l'Economie Méditerranéenne*, vol. 48, n° 192, pp. 441-460.
- Marc M. (2011) *Le dérèglement climatique. analyse de ses représentations et pratiques dans les stations de ski des Pyrénées orientales*, Thèse, université de Grenoble, 350 p.

- Marié M., Viard J., Parisis J-L., Meunier A. (1978) *La Campagne inventée ou Ce qu'il advient des rapports entre les paysans, leurs communautés et l'environnement urbain dans quatre villages d'un pays de moyenne Provence*, coll. Espaces, Temps, éd. Actes Sud, 238 p.
- Maury C., Richard S. (2011) « La difficile gestion de l'eau en contexte transfrontalier : un exemple franco-espagnol », *Articulo – Journal of Urban Research* [Online], 6 | 2011, Online since 01 March 2011, connection on 29 April 2013. URL : <http://articulo.revues.org/1736> ; DOI : 10.4000/articulo.1736
- Morelle S. (2013) « Espagne. Sans l'économie souterraine il y aurait déjà eu une révolution », in *Le Monde*, 26 04.
- OCDE (2013) *Études économiques de l'OCDE : Espagne*, 116 p.
- Roigé i Ventura X. (2006) « Identidad, frontera y turismo en el Valle de Aràn », *Estudis d'Antropologia Social i cultural*, n° 14, Frigolé J. & Roigé X. (dir.), Globalización y localidad. Perspectiva etnográfica, ed. Universitat de Barcelona, pp. 33-60.
- Ruquet Miquèl (2009) *Déserteurs et insoumis de la Grande Guerre (1914-1918) : sur la frontière des Pyrénées orientales*. Trabucaire, 552 p.
- Sahlins P. (1996) *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVIIIe siècle*. Belin, 416 p.
- Séchet R., Keerle R. (2010) « Le projet d'hôpital commun transfrontalier de Cerdagne : des difficultés de la coopération transfrontalière en matière de santé dans un contexte pourtant favorable », *Annales de Géographie*, n° 675, pp. 536-558.
- Tabales A.F. & Mazo E.C. (2011) « Territorio y actividad constructora del « Tsunami » a la crisis. Factores explicativos y propuesta de indicadores a escala municipal en Andalucía », in *Boletín de la asociación de Geógrafos Espanoles*, N° 56 pp. 80 à 110.
- Vlès V. (2011) *La diversification de l'économie « neige », créatrice de nouvelles solidarités territoriales en montagne*. Pau : Université de Pau et des Pays de l'Adour, 56 p. [URL : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00694651>].

